



**PRÉFÈTE  
DU LOIRET**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la protection des populations  
Sécurité de l'environnement industriel**

**ARRÊTÉ**

**PORTANT MISE EN DEMEURE**

**DE LA SOCIÉTÉ LEPLATRE ET COMPAGNIE POUR LE COMPLEXE CÉRÉALIER QU'ELLE EXPLOITE AU  
21 RUE DU MOULIN À EPIEDS EN BEAUCE**

**LA PRÉFÈTE DU LOIRET,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 nommant Madame Sophie BROCAS, préfète de la région Centre – Val de Loire, préfète du Loiret ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2009 autorisant la société LEPLATRE SA, dans le cadre de l'extension de ses activités, à exploiter une installation de stockage de céréales d'une capacité maximale de 22 680 m<sup>3</sup> et à poursuivre l'exploitation de ses installations de stockage de gaz inflammables liquéfiés, d'engrais liquides et solides à base de nitrate d'ammonium ainsi que ses installations de séchage de céréales implantées dans son établissement situé sur le territoire de la commune d'EPIEDS EN BEAUCE, 21 rue du Moulin ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 25 mai 2016 autorisant la société LEPLATRE SA à poursuivre l'exploitation de ses activités et à étendre les capacités de stockage en vrac de céréales, d'engrais liquides et de gaz inflammables liquéfiés dans son établissement implanté à EPIEDS EN BEAUCE, 21 rue du Moulin ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

**Vu** la plainte reçue le 17 octobre 2022 portant sur les nuisances sonores liées aux activités des installations de la société LEPLATRE ET COMPAGNIE situées rue du Moulin à EPIEDS EN BEAUCE ;

**Vu** le rapport de l'étude acoustique du 27 janvier 2023 de la société DEKRA ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement relatif à la visite d'inspection du 23 juillet 2024 transmis à l'exploitant par courrier du 13 septembre 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**Vu** le courrier du 17 octobre 2024 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** l'absence d'observation formulée par la société LEPLATRE ET COMPAGNIE ;

**Considérant** que lors de la visite du 23 juillet 2024, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- la vérification annuelle des installations électriques n'ayant pas été exhaustive et certaines des anomalies constatées n'ayant pas été résorbées, l'exploitant ne justifie pas d'installations électriques entretenues en bon état et conformes en tout point à leurs spécifications techniques d'origine ;
- l'exploitant ne justifie pas de l'analyse du risque foudre ni de l'étude technique foudre ;
- l'exploitant ne justifie pas de systèmes de protection contre la foudre conformes aux normes réglementaires en vigueur ;
- l'exploitant ne justifie pas de la vérification annuelle et du maintien en bon état des équipements de protection de la cuve GPL, notamment ceux concernant les détecteurs de gaz, et le système fixe d'arrosage ; un film d'eau homogène n'a pas été obtenu sur la totalité de la cuve, la localisation de la vanne manuelle d'ouverture du système d'arrosage n'est pas judicieuse ;
- dans les zones à émergence réglementée, les émissions sonores dues aux activités des installations sont supérieures à celles autorisées ;

**Considérant** que les installations concernées par les écarts précités présentent des risques d'incendie ou d'explosion ;

**Considérant** qu'en conséquence la société LEPLATRE ET COMPAGNIE ne justifie pas de la maîtrise des risques de ses installations ;

**Considérant** que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé et aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mai 2016 susvisé ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société LEPLATRE ET COMPAGNIE de respecter les prescriptions et dispositions précitées des arrêtés préfectoraux susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Loiret

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société LEPLATRE ET COMPAGNIE, dont le siège social est situé 21 rue du Moulin à EPIEDS EN BEAUCE (45130), pour le complexe céréalier qu'elle exploite à la même adresse, est mise en demeure :

#### **1) dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté :**

de transmettre l'analyse du risque foudre et l'étude technique foudre à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement conformément à l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mai 2016 ;

## **2) dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- a) de procéder à la vérification complète et à la mise en conformité de l'ensemble de ses installations électriques conformément à l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mai 2016 susvisé ;
- b) de procéder à la vérification complète et la mise en conformité de l'ensemble de ses systèmes de protection contre la foudre de son établissement conformément à l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mai 2016 ;
- c) conformément à l'article 8.5.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mai 2016 :
  - 1) de transmettre les éléments justifiant qu'il a procédé à la vérification annuelle de son installation de stockage de gaz liquéfié ;
  - 2) de transmettre les éléments justifiant du maintien en bon état des équipements de protection de la cuve GPL ;
  - 3) de transmettre les éléments justifiant de l'obtention d'un film d'eau homogène sur la totalité de la cuve ;
  - 4) de transmettre les éléments justifiant que le système d'arrosage fixe est alimenté par une vanne manuelle à distance judicieuse de la cuve.

## **3) dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :**

de respecter les valeurs limites d'émergence fixées par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement et visées à l'article de 6.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mai 2016.

La levée de la mise en demeure sur ce point ne pourra intervenir qu'après transmission par l'exploitant, à Madame la préfète, d'un rapport démontrant la conformité acoustique de l'installation. Cette conformité sera établie sur la base d'une mesure du bruit ambiant conforme à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

### **Article 2 – Mesures conservatoires :**

A titre conservatoire, la société LEPLATRE ET COMPAGNIE, dont le siège social est situé 21 rue du Moulin à EPIEDS EN BEAUCE (45130), pour le complexe céréalier qu'elle exploite à la même adresse, doit procéder **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- a) au recensement des émissions sonores des installations engendrant des émergences supérieures aux valeurs autorisées et à l'établissement d'un plan de réduction du bruit des installations.
- b) à la transmission des documents justificatifs à l'inspection des installations classées.

### **Article 3 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite, dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues, selon le cas, à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 4 :**

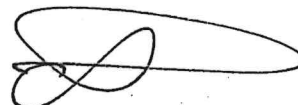
Le présent arrêté est notifié à la société LEPLATRE ET COMPAGNIE par voie postale. Il est publié sur le site internet de la préfecture du Loiret pendant une durée minimale de 2 mois.

## **Article 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ORLEANS, le  
**23 JAN. 2025**

Pour la préfète et par délégation,  
le secrétaire général,



**Nicolas HONORE**

### **Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ce recours.

## **Diffusion**

- Société LEPLATRE ET COMPAGNIE
- Monsieur le Maire d'EPIEDS-EN-BEAUCE
- UD DREAL